

Fiche de poste

UNIVERSITE BRETAGNE SUD		Poste n° ETP_0876
Section.s :	04	Article de référence : 26-I-1
Profil :	Science Politique	
Composante :	DSEG	
Localisation :	Vannes	
Etat du poste :	Vacant	
Adresse d'envoi du dossier :	Le dossier est entièrement dématérialisé et à déposer sur l'application GALAXIE	
Contact administratif :	Jasmine LOREC	
N° de téléphone :	02 97 87 66 30	e-mail : drh.ens.recrutement@listes.univ-ubs.fr
○ <u>Profil enseignement :</u>		
Composante / UFR :	DSEG	
○ <u>Profil recherche :</u>		
Nom laboratoire 1 :	Lab-LEX	N° unité du laboratoire 1 : UR 7480
Mots-clés enseignement et/ou recherche :	Institutions politiques et administratives	
Mots-clés enseignement et/ou recherche :	Politiques publiques	
Mots-clés enseignement et/ou recherche :	Science politique	

Fiche de poste : Informations complémentaires

Job profile :

The recruited assistant professor will teach politic science for first-year, second-year and/or third-year students, and public policy for Master students (M1 and/or M2).

Faculté de Droit, UFR DSEG, campus de Tohannic, rue Lwoff, BP 573, 56017 Vannes Cedex.

Research Fields :

Main-research fields	Sub-research field
Political Sciences	Governance
Political Sciences	Policy studies
Political Sciences	Public policy

Enseignement :

Département d'enseignement : Département Droit

Lieu(x) d'exercice : Vannes

Équipe pédagogique (section 04) : 0 (toutes sections) : 5 PR – 12 MCF – 4 LRU – 2 ATER

Nom directeur département : Raphaël RENEAU

Tel et email directeur Département : 02 97 01 26 03 et raphael.reneau@univ-ubs.fr

URL Département : <http://www-facultedseq.univ-ubs.fr/fr/index.html>

Filière, disciplines et unités d'enseignement (descriptif détaillé) :

Jusqu'à la rentrée de septembre 2025, le Maître de conférences recruté assurera des enseignements relevant de la science politique (Introduction à la science politique – Licence 2, par exemple) ainsi que certains enseignements en droit public en lien avec la science politique (Droit de l'organisation de l'État – Master 1 Droit Public et action des collectivités décentralisées – Master 1 Droit Public, par exemple) en Licence et en Master.

À compter de la rentrée de septembre 2025, le Maître de conférences recruté assurera des enseignements généraux de science politique en Licence 1 et Licence 2, et des enseignements de politiques publiques en Licence 3, dans le cadre de la Licence Droit et Science politique qui ouvrira à compter de cette date. Il pourra également assurer des enseignements plus spécialisés relatifs à l'action publique dans le cadre du Master Droit Public.

Responsabilités pédagogiques/administratives (dans le département, la composante, l'établissement) :

Le Maître de conférences recruté s'impliquera au niveau des responsabilités pédagogiques et administratives. Concernant les responsabilités pédagogiques, il renforcera ainsi l'équipe dans ses tâches d'accompagnement des étudiants. Concernant les responsabilités administratives, il renforcera l'équipe dans ses tâches d'administration des formations du Département Droit, de l'alternance et des formations en cours de création. En particulier, il sera en charge de l'aboutissement du projet de création de la Licence Droit et Science Politique jusqu'à la rentrée de septembre 2025 puis éventuellement de l'encadrement pédagogique et administratif de cette nouvelle formation dont il pourra assurer la direction d'étude.

Le Maître de conférences recruté participera également aux responsabilités et aux tâches administratives et pédagogiques du Département Droit (recrutement des étudiants, jurys, suivi de

stages, suivi de projets tutorés), à l'encadrement des événements liant les étudiants à la sphère professionnelle et aux événements organisés par le Département Droit (salons, portes ouvertes...) ; de la direction d'étude, responsabilité d'année, responsabilité de parcours ou direction du Département Droit.

Missions transversales (TICE, aide à l'insertion professionnelle, formation continue, apprentissage, ...) :

Innovation pédagogique et outils numériques :

Le Maître de conférences recruté développera des enseignements numériques et inscrira ses enseignements dans une démarche d'innovation pédagogique. Il inscrira également ses enseignements dans une démarche d'approche des formations par les compétences.

Formation continue et apprentissage :

Le Maître de conférences recruté développera des unités d'enseignement dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Il suivra des apprentis et des étudiants en alternance au sein de la composante. Plus largement, il contribuera au déploiement et à la gestion de la formation en alternance, de la formation en apprentissage et de la formation continue.

Formation en langue étrangère :

Le Maître de conférences recruté pourra développer des enseignements en anglais, ou dans une autre langue, dans le cadre de l'internationalisation des enseignements au sein de la composante.

Recherche :

Lieu(x) d'exercice (si unité présente sur plusieurs sites, préciser l'ensemble des sites de l'UBS) : Lab-LEX UR 7480 (UBO/UBS), site UBS de Vannes-Lorient

Nom directeur laboratoire : Muriel Rebourg, UBO

Nom de la direction de site UBS : Élise LHÉRITIER

Tel et email directeur laboratoire : 02 97 01 26 33 – elise.lheritier@univ-ubs.fr

URL laboratoire : <https://www.univ-brest.fr/lab-lex/menu/Pr%C3%A9sentation/Le-laboratoire>

Descriptif laboratoire : Le Lab-LEX est un laboratoire de recherche en droit de l'Université Bretagne Sud et de l'Université de Bretagne Occidentale. Il a pour principal objectif la recherche fondamentale et appliquée en droit privé et en droit public. L'équipe est forte d'une cinquantaine d'enseignants-chercheurs, d'une quarantaine de doctorants et d'une dizaine d'associés. Elle est répartie entre Vannes, Lorient, Brest, et Quimper. Le Lab-LEX est une entité pluridisciplinaire en droit qui comporte trois axes de recherche : Vulnérabilité, Gouvernance, et Contentieux.

Axe ou équipe dans lequel s'inscrit le profil de recherche : Vulnérabilité – Gouvernance – Contentieux

Axe Vulnérabilité : L'axe Vulnérabilité comporte deux sous-axes. Le premier développe une approche définitionnelle de la **notion de vulnérabilité**, notion polymorphe et non réductible à une définition fixe tant les enjeux juridiques sont variés. Le second sous-axe envisage plus précisément l'analyse des **instruments juridiques** relatifs au champ de la vulnérabilité. Tous les dispositifs juridiques (y compris l'émergence du droit souple) conduisant ou promouvant la protection de la personne humaine méritent ainsi une analyse fine qui dépasse les seuls textes de droit positif en droit interne. Au-delà de l'aspect strictement contentieux dont la jurisprudence en est une illustration, les travaux menés comportent une dimension légistique évidente qui permet de confronter les dispositifs juridiques aux pratiques administratives, associatives, professionnelles, tant en droit français qu'en droit international des droits de l'homme. Ces deux sous-axes ont été conçus pour se répondre et s'enrichir réciproquement, grâce à une réflexion dynamique qui confronte la théorie à la pratique, soit qu'elle parte du texte pour descendre vers son interprétation et son (in)application, soit qu'elle remonte d'une analyse empirique d'un traitement particulier de la vulnérabilité vers l'énoncé d'un cadre juridique valable et pérenne.

Axe Gouvernance : Cet axe comporte trois sous-axes dont le premier porte sur les **modes et conflits de gouvernance** avec un travail d'identification des différents types de gouvernance, raisons, implications, pertinence et efficacité du choix de gouvernance effectué. Le deuxième sous-axe traite de la **gouvernance et de l'exercice du pouvoir** : sont ainsi interrogés les modalités d'exercice du pouvoir, les moyens de légitimation de la décision par la participation des destinataires du pouvoir. Enfin le troisième sous-axe **gouvernance et responsabilité** analyse les mécanismes de contrôle et de responsabilisation des acteurs, les concepts de modération, de responsabilité sociale et de bonne gouvernance.

Axe Contentieux : L'approche contentieuse appréhende les conflits surgissant en matière juridique sur les plans, interne, européen ou international. Il vise à anticiper les situations d'incertitude et à envisager des solutions juridictionnelles et non-juridictionnelles destinées à résoudre ces conflits. Trois sous-axes sont proposés : Le premier sous axe porte sur **l'office du juge** conçu de façon extensive (questions traditionnelles et d'autres plus innovantes sur les stratégies contentieuses élaborées par l'ensemble des acteurs) en s'appuyant notamment sur le maillage territorial breton. Le second porte sur la **gestion des risques majeurs, environnementaux, sanitaires et économiques** et l'adaptation du contentieux à leur traitement. Le troisième s'intéresse aux **mutations de la justice**, et à l'incidence des nouveaux acteurs et des phénomènes : privatisation, contractualisation de la justice et les conséquences de l'intelligence artificielle.

Descriptif détaillé du profil de recherche :

Le Maître de conférences recruté doit présenter un profil de recherche lui permettant de participer activement à un ou plusieurs axes de recherche du laboratoire. Le collègue inscrira donc ses recherches dans les axes du Lab-*LEX* regroupant jusqu'alors essentiellement des juristes de droit privé et de droit public sur les axes « Vulnérabilité », « Gouvernance » et « Contentieux », ainsi que deux économistes, un historien et un sociologue de l'action publique. Il devra également veiller à favoriser les échanges interdisciplinaires avec les autres structures de recherche de l'UBS (laboratoires de recherche, etc...) et inscrire ses recherches dans les écosystèmes d'innovation développés à l'UBS, notamment : « Mer et littoraux : espaces d'innovation, territoires en transition » ; « Industrie du futur » ; « Santé, environnement et handicap » ; « Cyber et intelligence des données ».

Plus spécialement, le Maître de conférences recruté doit présenter un profil de recherche lui permettant d'apporter une expertise particulière en matière : d'étude des modes de gouvernance publique et d'étude des administrations et institutions publiques. Une telle expertise permettrait d'éclairer utilement les travaux de recherche conduits par les différents axes du laboratoire et dans le cadre des différents écosystèmes d'innovation développés à l'UBS.

Positionnement du poste par rapport à la stratégie de développement du laboratoire :

Le poste à pourvoir est positionné sur la stratégie de développement des trois axes du laboratoire, lesquels sont la « Vulnérabilité », la « Gouvernance », et le « Contentieux ».

Projets collaboratifs nationaux et internationaux :

Le Maître de conférences développera des projets collaboratifs au niveau national et international (notamment européen).

Responsabilités scientifiques :

Le Maître de conférences recruté sera progressivement amené à jouer un rôle dans l'animation et la conduite de projets de recherche au sein de son laboratoire.

Zone d'accès à Régime Restrictif (ZRR) :

Poste concerné par la ZRR : oui * non

Audition – Mise en situation professionnelle (MESP) : oui non

<p>Date & Visa de la direction de composante : Angélique Lagardère Le 23 janvier 2024</p> 	<p>Date & Visa de la direction de laboratoire : Muriel REBOURG</p>  <p>Date & Visa de la direction du site UBS : Élise LHERITIER Le 23/01/2024</p> 	<p>Date & Visa de la Présidente :</p>  <p>Signé électroniquement par : Virginie Dupont Date de signature : 06/02/2024 Qualité : La Présidente</p>
---	--	--